

MISE À JOUR DU MARCHÉ

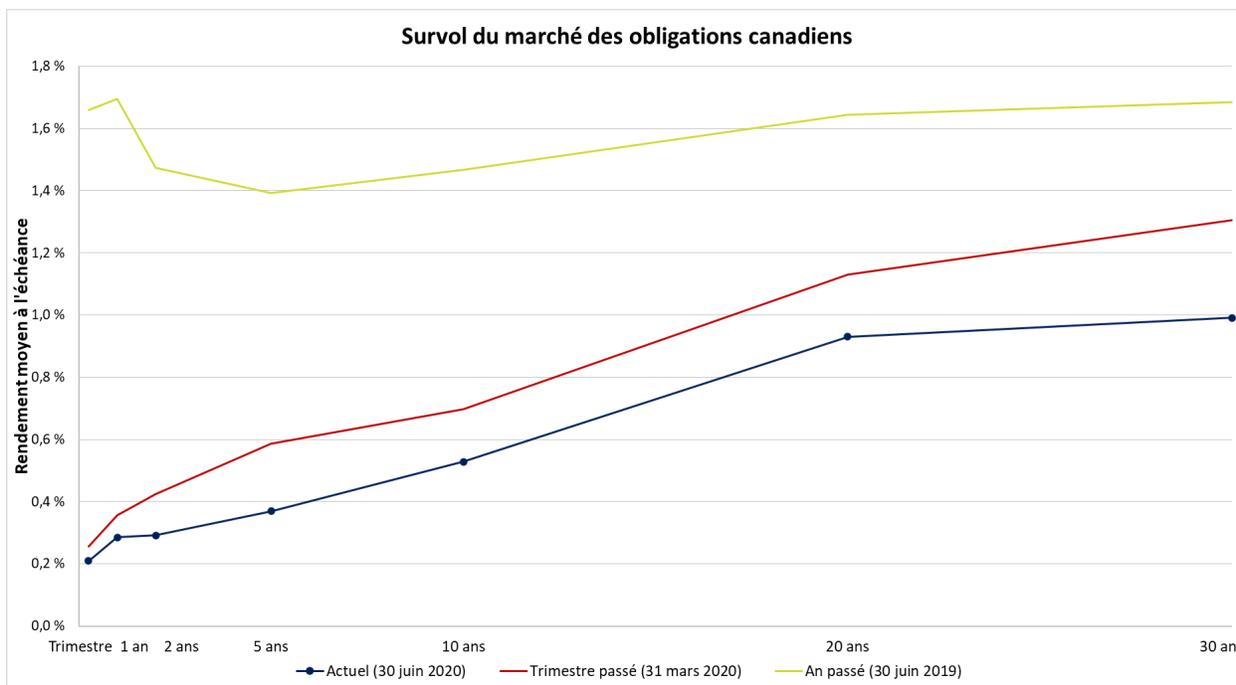
EN DATE DU 30 JUIN 2020

Les renseignements suivants constituent un aperçu des activités de placement de Vestcor Inc. (Vestcor) et des conditions générales du marché pendant la période mentionnée.

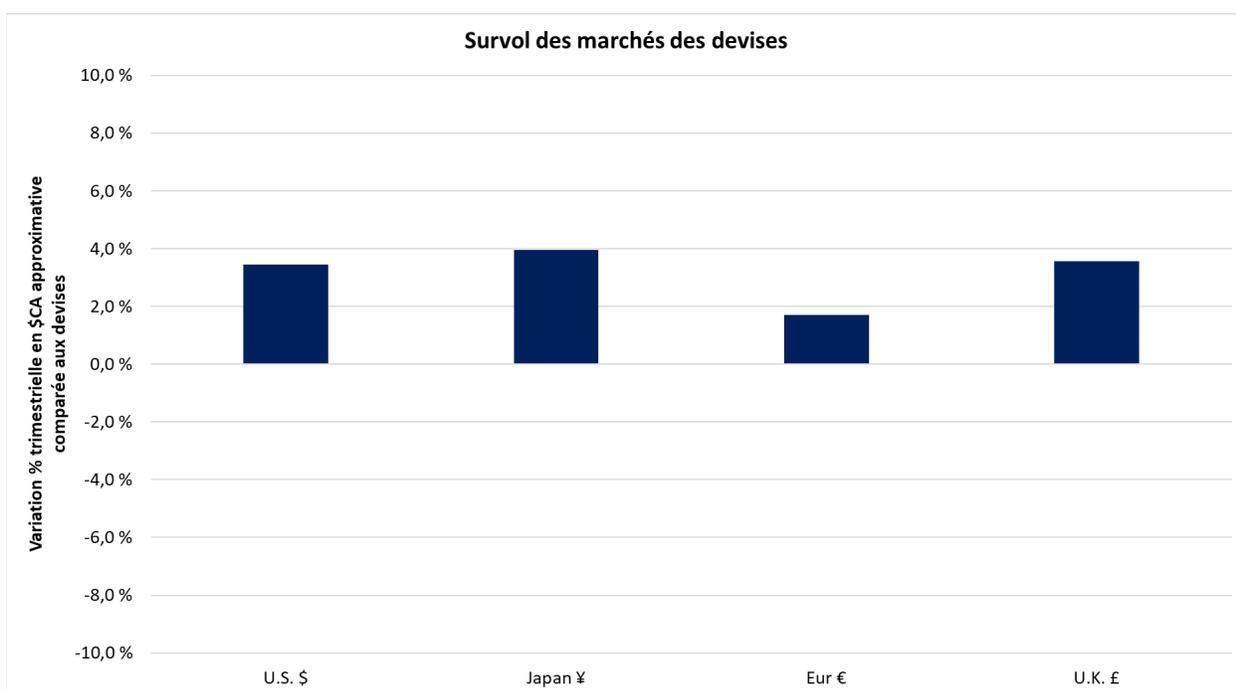
Veillez noter que les renseignements qui suivent ne concernent que les activités de Vestcor. Ils ne sont présentés qu'à titre informatif. Ils ne visent pas à donner des conseils sur les placements et nous ne fournissons aucune garantie quant à leur intégralité et pertinence. Nous recommandons que les lecteurs se réfèrent à un conseiller professionnel en ce qui concerne leurs questions financières particulières.

Survol du rendement

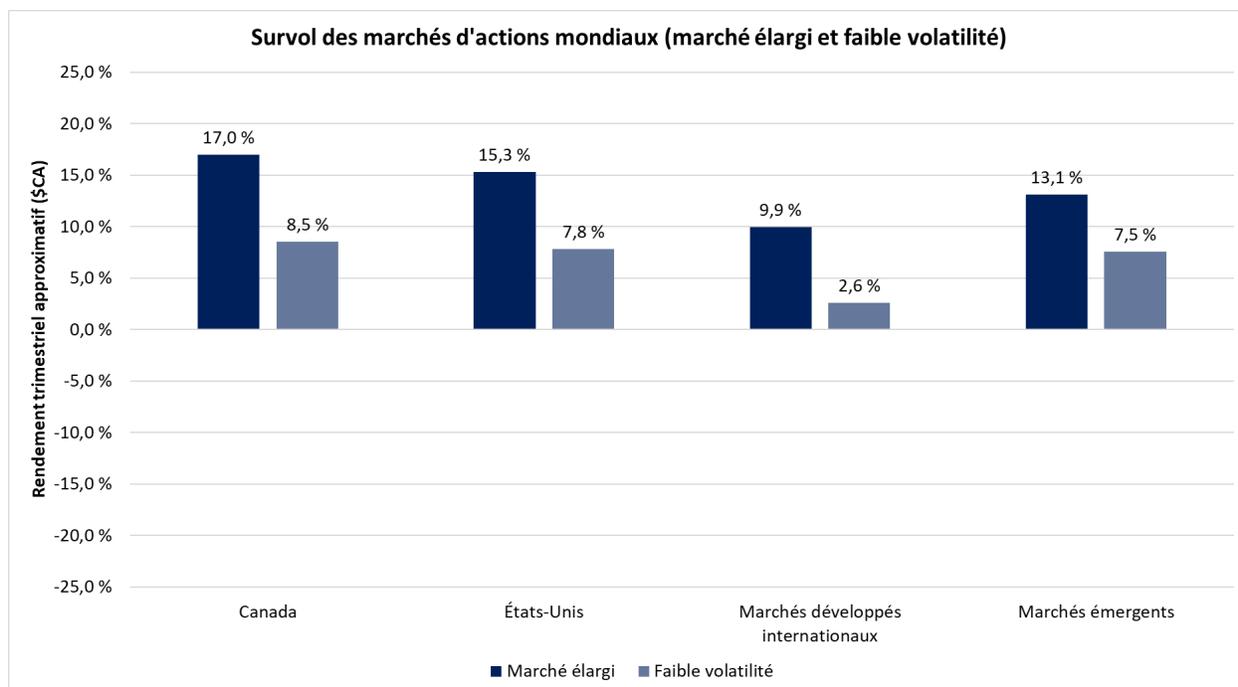
- Le rendement des placements au deuxième trimestre de 2020 a inversé les tendances observées au premier trimestre, la plupart des catégories d'actifs obtenant des rendements positifs puisque divers marchés et stratégies ont réalisé des gains après les pertes du trimestre précédent. Les actions ont affiché le meilleur rendement dans l'ensemble, la confiance accrue ayant porté les actions pondérées par capitalisation boursière et, dans une moindre mesure, les stratégies à faible volatilité.
- Les rendements obligataires ont chuté à toutes les échéances, car la Banque du Canada continue à acheter des titres et laisse entendre que les taux d'intérêt à court terme resteront encore longtemps à 0,25 %. Les actifs à rendement fixe ont connu un très solide trimestre, alors que l'indice universel d'obligations gouvernementales canadiennes a progressé de 5,08 % en raison de rendements en baisse et des bons résultats des obligations provinciales. L'indice des obligations de sociétés a progressé de 8,09 % dans un contexte de resserrement des différentiels de taux, fait attribuable à une amélioration des perspectives de qualité du crédit et une augmentation des liquidités sur le marché.
- L'indice des obligations à rendement réel a fait bonne figure, progressant de 6,23 %, ce qui est supérieur aux obligations nominales canadiennes en raison de prévisions d'inflation en hausse, mais demeure faible. Durant le trimestre, les cours du brut ont augmenté, alimentant ainsi la demande d'actifs protégés contre l'inflation.



- Sur les marchés des devises, le dollar canadien a progressé par rapport aux autres principales devises, ce qui a légèrement fléchi les rendements boursiers étrangers.



- Les marchés d'actions se sont vraiment surpassés dans l'ensemble, comme en témoignent les progressions dans toutes les régions, en dépit du fait que les résultats individuels dans les différents marchés aient connu des variations. Un fort sentiment de risque général a creusé de profonds écarts entre les indices pondérés de capitalisation boursière et les stratégies de volatilité faible qui ont produit des résultats inférieurs.



Climat économique et perspectives du marché

Résumé :

- Après des reculs importants durant le premier trimestre, les marchés boursiers mondiaux ont repris de la vigueur à la fin du premier semestre, même si certains segments sont demeurés en baisse par rapport aux niveaux antérieurs.
- Le degré de volatilité est toujours élevé par rapport aux niveaux moyens récents, ce qui indique une activité à la hausse sur les marchés des options (spéculation et couverture) en raison d'une incertitude accrue sur la valeur véritable des marchés boursiers.
- Même si la réaction des marchés a été très prononcée sur le plan de la volatilité, ses effets sur l'économie sous-jacente sont encore plus forts et il faudra les données économiques de plusieurs trimestres pour mesurer l'étendue réelle des dommages dans tous les segments de l'économie.

Après un premier trimestre 2020 sous le signe de la volatilité, la plupart des marchés boursiers se sont rapidement redressés, terminant la première moitié de l'année à peine sous les niveaux de la fin 2019. L'indice S&P 500 a terminé l'année 2019 à 3 230 points, pour atteindre un creux à 2 237 points (rendement de -31 %) à la fin mars, mais a ensuite connu une hausse de 39 % et terminé le mois de juin à 3 100 points. Dans l'ensemble, les investisseurs ont enregistré des rendements en devise locale de l'ordre de -3 % sur les titres du marché américain étendu pour la première moitié de 2020, dividendes compris, mais a toutefois connu une volatilité marquée. Hors des États-Unis, les marchés boursiers mondiaux ont également affiché des redressements importants qui sont cependant moins rapprochés des sommets antérieurs que ceux des marchés américains.

Même si les marchés boursiers ont généralement repris du tonus, certains segments demeurent en baisse. Au Canada par exemple, alors que les marchés en général enregistraient une baisse de 7,5 % pour les six premiers mois, les fiducies de placement immobilier ont en moyenne perdu environ 20 % de leur valeur marchande et les titres du secteur de l'énergie ont chuté de 30 %, ce qui est révélateur des difficultés majeures que connaissent les modèles économiques de ces segments à cause de la COVID-19. En général, même si les marchés boursiers dans leur ensemble ne sont pas tellement en baisse par rapport à la fin 2019, les écarts de valorisation entre certains segments se sont considérablement accentués en raison des perturbations économiques observées jusqu'à maintenant en 2020.

Les marchés des matières premières ont également connu des niveaux élevés de volatilité attribuables aux forts déséquilibres entre l'offre et la demande alors que l'économie s'adaptait aux mesures de confinement. Le cours « d'expiration le premier mois » des contrats à terme de pétrole brut WTI a brièvement chuté à des valeurs négatives pour les expirations de contrat d'avril (ce qui signifie que les investisseurs acceptant de recevoir des livraisons de pétrole n'ont rien déboursé et ont même été payés pour le faire, pendant au moins une journée). Malgré un certain redressement, les cours du brut sont demeurés nettement inférieurs à ceux de la fin 2019. Par contre, les métaux précieux tels que l'or et l'argent ont enregistré des cours élevés pendant presque toute l'année 2020.

Dans l'ensemble, même si la volatilité des marchés a été très marquée en 2020, les effets de la COVID-19 et des fermetures économiques associées ont été nettement plus dévastateurs sur l'économie sous-jacente. Les nouvelles demandes de prestations de chômage aux États-Unis (elles se chiffraient en moyenne à 300 000 par semaine avant mars 2020) ont atteint des moyennes de presque 3 millions par semaine depuis dix-huit semaines, pour un total dépassant 50 millions de nouvelles demandes. Avant 2020, le nombre le plus élevé de demandes enregistrées depuis que cette statistique existe était de 695 000 en une semaine (durant la récession du début des années 1980). En mars et en avril 2020, le niveau des nouvelles demandes de prestations de chômage a atteint 6 millions pendant deux semaines consécutives. Les effets de la crise actuelle sur l'économie ont donc été majeurs et les prévisions à court terme suggèrent que l'économie américaine s'est contractée à un rythme trimestriel de 10 % durant les mois de mai et juin 2020.

Bien qu'il soit déjà très difficile d'établir des prévisions à court terme, même dans un contexte normal, les perspectives actuelles à court terme demeurent résolument sombres en ce milieu de l'année 2020. Même si les marchés boursiers ont récupéré une bonne partie des pertes antérieures (ce qui signifie que les investisseurs s'attendent à une baisse minime de leurs gains par rapport à 2019), les marchés obligataires demeurent en berne, comme en témoignent de faibles rendements laissant présager une croissance anémique et une hausse de l'inflation. Les banques centrales en général ont encore de bonnes marges de manoeuvre pour stimuler l'économie grâce à une inflation largement sous les valeurs cibles dans la plupart des pays. Cependant, la capacité des responsables budgétaires de mettre en oeuvre de nouvelles mesures de stimulation dépendra lourdement de la position financière et des contraintes d'emprunt des différents gouvernements ainsi que des défis politiques. Il est peu probable que les prévisions implicites de rendement financier des marchés boursiers et obligataires soient justes.

Au début de l'année 2020, les risques géopolitiques étaient à l'avant-plan des préoccupations des investisseurs. Depuis quelques mois, l'attention de ces derniers est monopolisée par la chute des cours des hydrocarbures et la pandémie de COVID-19, accompagnée de perturbations économiques, mais il est évident que les perspectives à long terme demeurent douteuses. Les relations entre les États-Unis et la Chine continuent de se détériorer sur plusieurs fronts et très peu de progrès ont été réalisés concernant une éventuelle future entente commerciale entre le Royaume-Uni et l'Union européenne dans un contexte post-Brexit. Dans l'ensemble, le risque géopolitique et les tensions commerciales continueront probablement à entraver la croissance et à accentuer la volatilité des marchés dans un avenir prévisible.

Finalement et comme ce fût déjà signalé dans les mises à jour précédentes, les évaluations de marchés continuent à donner des soucis aux investisseurs à long terme. Après le redressement des marchés boursiers, les cours des actions demeurent élevés par rapport à leurs niveaux historiques (surtout si l'on tient compte des dommages économiques causés par la COVID-19), alors que les rendements obligataires demeurent près de leurs planchers historiques. Dans un tel contexte, il est peu probable que les portefeuilles d'actions et d'obligations à gestion passive produisent des rendements à moyen terme dépassant 4 %, de sorte que les investisseurs doivent avoir recours à une diversification accrue et une gestion active pour espérer améliorer les perspectives de rendement à long terme et se prémunir contre les risques de détérioration dans le futur.